



Rapport annuel 2008-2009

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CCAF-FCVI



PRÉSIDENT

Ronald C. Thompson, FCA

Consultant, ancien vérificateur général adjoint du Canada, et ancien commissaire intérimaire à l'environnement et au développement durable



VICE-PRÉSIDENT

Fred Dunn, FCA

Vérificateur général
Bureau du vérificateur général de l'Alberta
Membre du comité sur la gouvernance



Ruth Dantzer, Ph.D.

Présidente et chef de direction
École de la fonction publique du Canada
Membre du comité sur la gouvernance



TRESORIÈRE

Roxanne L. Anderson, CA, MBA, CIRP

Associée principale des relations pour le
gouvernement du Canada
PricewaterhouseCoopers s.r.l.
Membre du comité de vérification



John M. Herhalt, FCA, CISA

Associé, chef mondial du groupe Infrastructure,
gouvernement et santé, et leader national du groupe
Secteur public
KPMG s.r.l.
Président du comité de recherche



SECRÉTAIRE

Charles-Antoine St-Jean, FCA

Associé
Ernst & Young s.r.l.
Membre du comité de vérification



Philip Howell, BA, MSc

Sous-ministre du Développement économique
Gouvernement de l'Ontario
Membre du comité de recherche



Doug Baker, FCA

Président
Institut Canadien des Comptables Agréés
Président du comité de vérification



Rod Monette, FCA

Contrôleur général du Canada
Bureau du contrôleur général
Membre du comité de recherche



Gilles Bédard, FCGA

Vérificateur général adjoint
Vérificateur général du Québec



John Wiersema, FCA

Sous-vérificateur général
Bureau du vérificateur général du Canada
Président du comité sur la gouvernance



J'ai le plaisir et l'honneur d'être le président du conseil d'administration de la CCAF-FCVI depuis le 1^{er} avril 2009. Je me souviens très bien du fondateur de la CCAF-FCVI, **James J. Macdonell**, qui occupait les fonctions de vérificateur général du Canada à l'époque où je suis entré au BVG Canada en 1977 et pour lequel j'avais un respect et une admiration immenses.

Quand je repense aux 29 premières années de la CCAF-FCVI, je suis stupéfié par la manière dont celle-ci s'est développée et bonifiée avec le temps. **Jean-Pierre**

Boisclair en a été une force motrice pendant de nombreuses années et ensuite le flambeau a été repris par **Michael McLaughlin** puis par **Michael Eastman**.

Je tiens particulièrement à souligner les nombreuses contributions apportées par Michael McLaughlin ces dernières années. Michael est entré au conseil d'administration en 2000, a été directeur général par intérim d'octobre 2002 à décembre 2003 et a été élu vice-président en 2004 puis président en 2005. C'est essentiellement lui qui a guidé la CCAF-FCVI pendant les périodes tumultueuses et qui, en étroite collaboration avec l'actuel directeur général, a restructuré les activités et les programmes de la CCAF-FCVI afin de répondre aux besoins et aux défis de l'avenir.

Au nom du conseil d'administration, je tiens sincèrement à remercier Michael McLaughlin pour les services exceptionnels qu'il a rendus à la CCAF-FCVI et au secteur public en général.

Je voudrais également remercier notre infatigable directeur général, Michael Eastman, ainsi que sa brillante équipe à la CCAF-FCVI pour la créativité, l'enthousiasme et le dévouement dont ils font preuve dans le travail qu'ils accomplissent en notre nom.

Je suis extrêmement fier de la CCAF-FCVI et du travail qu'elle réalise tant au Canada qu'à l'étranger.

Cet organisme, qui à ses débuts visait à promouvoir la vérification intégrée ou la vérification de la performance, s'est développé pour couvrir les trois composantes de l'obligation de rendre compte du secteur public – la vérification législative, la surveillance parlementaire et la gestion de l'État. Cette expansion du travail de la CCAF-FCVI tient compte du fait que, pour être efficace, la vérification législative doit bénéficier d'un public intéressé et éclairé – la surveillance parlementaire – et d'une entité vérifiée enthousiaste et bien gérée – la gestion de l'État. Les recherches, les formations et les ateliers organisés au Canada visent à renforcer ces trois composantes fondamentales de l'obligation de rendre compte du secteur public.

Les défis à venir consistent à veiller à ce que les programmes et les activités de la CCAF-FCVI au Canada continuent à répondre aux besoins des parties prenantes et à ce que des fonds suffisants soient disponibles à cette fin.

La CCAF-FCVI joue également un rôle actif sur la scène internationale depuis sa création en 1980 grâce à son programme de bourses d'études. Ce programme

bénéficie du financement de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et du soutien du Bureau du vérificateur général du Canada et du Vérificateur général du Québec, ainsi que du soutien, ces dernières années, d'autres bureaux provinciaux de vérification législative. Dans le cadre de ce programme, des vérificateurs de pays en développement viennent au Canada pendant neuf mois afin d'y étudier la vérification de la performance, de voir par eux-mêmes comment elle se pratique et d'appliquer les connaissances qu'ils ont acquises à leur retour au pays. Ces deux dernières années, la CCAF-FCVI et l'ACDI ont découvert qu'elles devaient accroître le soutien fourni aux diplômés du programme à leur retour au pays, notamment en renforçant les trois composantes fondamentales de l'obligation de rendre compte du secteur public.

Les défis à venir consistent à veiller à ce que les programmes de la CCAF-FCVI et les activités qu'elle organise à l'étranger renforcent l'efficacité du programme de bourses d'études, soient coordonnés avec les initiatives de développement menées par d'autres entités et reçoivent un financement et un soutien adéquats.

Depuis quelques mois, Michael Eastman et moi-même tenons des rencontres avec les principales parties prenantes au Canada et à l'étranger afin de discuter des programmes et des activités de la CCAF-FCVI ainsi que des défis et des possibilités futurs.

Je souhaite conclure en remerciant les personnes et organismes qui ont fourni un soutien financier ou autre à la CCAF-FCVI au cours de l'année écoulée, en particulier l'ACDI, les vérificateurs législatifs des provinces, les fonctionnaires, les présidents et les chercheurs des comités de surveillance ainsi que les membres de la profession comptable.

J'ai la ferme conviction qu'en travaillant ensemble nous continuerons à faire de grandes choses pour le secteur public au Canada et à l'étranger et je suis impatient de participer à cette tâche importante.



Ronald C. Thompson, FCA
Président du conseil d'administration

DITES-NOUS CE QUE VOUS PENSEZ DES DÉFIS AUXQUELS NOUS SOMMES CONFRONTÉS



En février 2008, le conseil d'administration de la CCAF-FCVI a adopté un cadre stratégique quinquennal pour la Fondation. Le plan énonçait quatre objectifs stratégiques de haute importance et recensait au total 14 résultats prévus à viser pour 2012-2013.

Un an plus tard, en février 2009, le conseil d'administration de la CCAF-FCVI a examiné les progrès accomplis par la Fondation par rapport aux prévisions du plan et a étudié les problèmes et les défis à venir.

Comme vous le lirez dans le présent rapport, les progrès accomplis sont solides et nous sommes dans les temps, si ce n'est en avance, dans tous les domaines. Plutôt que de parler de ces succès, j'ai préféré aborder quelques-uns des problèmes et des défis que rencontre la Fondation pour servir efficacement ses membres. Nous serions ravis de recevoir vos commentaires à ce sujet.

Dans le cadre de notre programme de **formation**, nous élaborons en étroite collaboration avec le Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL) des cours théoriques et pratiques répondant à leurs besoins. Ces dernières années, nous nous sommes bâtis une solide réputation en ce qui concerne la qualité de nos activités de formation et d'apprentissage et nous étoffons progressivement notre éventail de cours et d'ateliers. L'une de nos dernières activités de formation destinée aux membres du CCVL a été de préparer en collaboration avec eux le programme et les orateurs de leur *symposium sur la vérification de la performance*, qui s'est tenu en avril 2009. Ce symposium a attiré beaucoup de monde et a été très bien accueilli, et nous sommes impatients de renouveler à l'avenir ce type d'activités d'apprentissage pour les membres du CCVL.

Notre programme de recherche axé sur **l'innovation, le risque et le contrôle** contribue à point nommé au débat sur le sujet, en particulier à l'échelon fédéral. À présent, la CCAF-FCVI doit penser à l'avenir et recenser ses prochains grands thèmes de recherche. Ce faisant, nous devons veiller à ce qu'au fil du temps nos choix reflètent les intérêts de nos membres.

Nous avons essentiellement concentré notre collaboration avec les acteurs de la **vérification interne** sur le *Conseil canadien des vérificateurs internes du secteur public (CCVISP)*, que la CCAF-FCVI a co-fondé et qu'elle co-préside. Le CCVISP s'est avéré extrêmement utile comme forum pour les responsables de la fonction de vérification interne des gouvernements canadiens aux échelons fédéral, provincial et territorial. Notre défi pour l'avenir consiste à trouver des moyens de mobiliser l'ensemble de la communauté, tant dans les ministères qu'à l'échelon municipal. L'un de ces moyens est d'adapter nos cours pour les vérificateurs internes et c'est ce que nous sommes en train de faire. Pouvons-nous faire mieux compte tenu de nos ressources limitées ?

Depuis de nombreuses années, la CCAF-FCVI mène des projets de recherche et des initiatives pratiques dans le domaine de la présentation de l'information sur la performance. Au cours des trois dernières années, ces activités ont reçu le soutien de la Alfred P. Sloan Foundation. Nous sommes particulièrement enthousiasmés par la possibilité qu'ont les gouvernements canadiens d'utiliser les nouvelles technologies numériques pour améliorer la présentation de l'information aux citoyens et aux représentants élus. Nous pensons aussi être en mesure d'élaborer un ensemble de principes sur les rapports publics de performance de l'ère numérique qui seront bien accueillis par les gouvernements de tout le Canada. Les connaissances que nous avons acquises sont prêtes à être mises à profit et nous devons le faire avec créativité.

Sur le plan international, la CCAF-FCVI joue un rôle important en aidant ses membres et ses partenaires à contribuer aux efforts du Canada visant à renforcer la gouvernance à l'étranger. Notre défi consiste à répondre à la volonté de participation de nos membres. Quatre bureaux de vérification canadiens accueillent à présent des boursiers de la CCAF-FCVI, six servent de mentors à leurs homologues des pays en développement, et des vérificateurs chevronnés d'un certain nombre de bureaux de vérification nous aident à organiser nos ateliers à l'étranger. Pour que toutes ces activités fonctionnent sur le plan logistique et pour informer complètement notre bailleur de fonds qu'est l'ACDI à leur propos, notre personnel affecté au programme international doit travailler sans relâche.

Dans tout le pays, nous avons la réputation enviable d'être des spécialistes de ce qui fait l'efficacité des comités des comptes publics. Ces dernières années, nous avons étoffé notre savoir en menant des enquêtes et d'autres recherches, et nous avons partagé nos connaissances avec les comités, au Canada et à l'étranger.

Ces défis sont positifs et sont de ceux auxquels toute organisation prospère doit s'attendre à faire face dans le cours normal des événements. Si vous avez des idées sur la manière dont notre Fondation pourrait les gérer, n'hésitez pas à nous les communiquer. Grâce au dévouement de notre conseil d'administration, au dur labeur de notre personnel et aux efforts de nos membres, de nos partenaires et des autres parties prenantes au Canada et à l'étranger, il subsiste peu de défis que nous ne puissions pas relever ensemble.

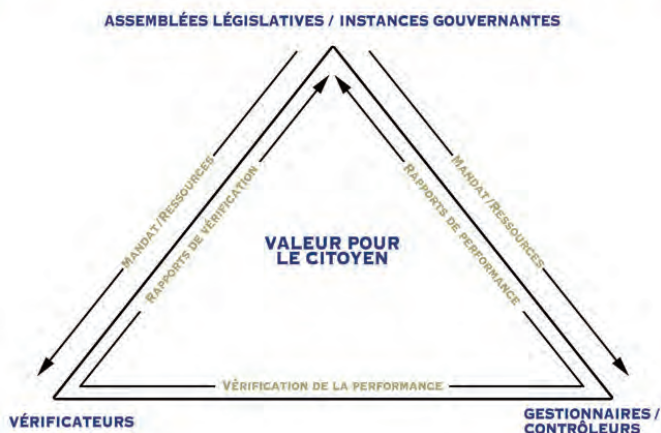


Michael P. Eastman, FCMA
Directeur général, CCAF-FCVI

La CCAF-FCVI est une fondation canadienne sans but lucratif qui se consacre à la recherche et à l'éducation. Elle sert de forum neutre où les cadres supérieurs du secteur public, les vérificateurs et les représentants élus peuvent activement et collectivement étudier les enjeux d'intérêt commun, partager des connaissances et collaborer à l'amélioration de la gestion, de la gouvernance et de la reddition de comptes dans le secteur public.

Comme l'illustre le diagramme ci-dessous, le processus de reddition de comptes en matière de finances publiques repose sur trois piliers ou groupes. En aidant chaque groupe à aborder les enjeux communs, la CCAF-FCVI joue un rôle unique.

GESTION PUBLIQUE, GOUVERNANCE ET REDDITION DE COMPTES



La CCAF-FCVI a été créée en 1980 afin de promouvoir le concept de la vérification de la performance (optimisation des ressources) au sein des gouvernements canadiens. Au fil du temps, la CCAF-FCVI a compris que l'efficacité de la reddition de comptes en matière de finances publiques reposait non seulement sur les vérificateurs, mais aussi sur les gestionnaires et sur les responsables de la gouvernance. Les domaines couverts par son travail se sont étendus en conséquence.

Le Programme international, qui a été créé la même année que la Fondation, était l'une des initiatives prioritaires. Au départ, il se concentrait lui aussi sur la vérification de l'optimisation des ressources. En partageant ses connaissances croissantes sur l'optimisation des ressources avec d'autres pays que le Canada, la CCAF-FCVI a élargi sa compréhension des principes concernés et acquis une vision plus large de leur application.

L'axe principal des activités nationales de la CCAF-FCVI a évolué, tout comme celui de ses activités internationales, qui mobilisent à présent dans les pays partenaires tous les acteurs du processus de reddition de comptes. Les avantages que génèrent nos activités internationales pour nos activités nationales restent aujourd'hui aussi incontournables qu'à l'époque de la création de la CCAF-FCVI.

Dans le présent rapport, nous donnons à nos membres une vue d'ensemble des initiatives reposant sur les quatre objectifs stratégiques que la CCAF-FCVI s'est fixés pour la période comprise entre 2008-2009 et 2012-2013 :

- créer et partager des connaissances sur les enjeux liés à la gestion, à la gouvernance et à la reddition de comptes;
- développer les capacités en matière de reddition de comptes, en mettant l'accent sur la vérification;
- aider à renforcer la capacité des participants au processus de reddition de comptes;
- gérer efficacement le secrétariat de la CCAF-FCVI.

Pour chacun des objectifs énoncés dans notre plan stratégique, nous avons défini plusieurs résultats prévus (14 en tout) que nous nous efforçons de réaliser d'ici l'exercice 2012-2013. À la fin de chaque section du présent rapport, nous énumérons les « résultats prévus » pertinents de sorte que le lecteur puisse évaluer les progrès faits à ce jour, soit un an après la mise en œuvre de notre plan quinquennal.

En effectuant les activités menant aux résultats prévus, notre but est d'accomplir la mission de la CCAF-FCVI, qui consiste à exercer un leadership éclairé, à bâtir le savoir et à développer les capacités afin d'assurer une gouvernance efficace ainsi qu'une reddition de comptes, une gestion et une vérification cohérentes.

Nos membres, nos parties prenantes et nos partenaires forment un réseau vaste et influent d'individus et d'institutions comprenant notamment des vérificateurs législatifs des paliers fédéral, provincial et municipal, des représentants élus, des responsables d'organismes centraux, des contrôleurs du secteur public et des vérificateurs internes, y compris ceux des territoires du Canada, des organismes comptables, des cabinets d'expertise-comptable, des établissements d'enseignement ainsi que nos partenaires internationaux, dont l'Agence canadienne de développement international et nos nombreux partenaires à l'étranger.

Ces personnes et ces organisations aident à de multiples égards la CCAF-FCVI à accomplir sa mission. Elles nous aident à créer et à tester de nouvelles idées. Elles mettent à notre disposition leurs spécialistes, leurs matériels didactiques et leurs installations. Elles assistent à nos cours. Elles accueillent nos boursiers internationaux. Elles servent de mentors à leurs homologues des pays participants de notre Programme international. Elles financent nos principales activités et nos projets spéciaux. Elles recensent les thèmes que la CCAF-FCVI examine. Elles nous aident à organiser nos ateliers et nos symposiums, au Canada et à l'étranger. Elles siègent au comité consultatif. Elles nous invitent à parler à leurs conférences et envoient leurs orateurs aux nôtres.

À toutes les personnes et organisations qui ont aidé la CCAF-FCVI en 2008-2009, nous disons : merci ! Le présent rapport est un hommage à votre travail et à vos accomplissements.

TRAVAIL SUR L'INNOVATION, LE RISQUE ET LE CONTRÔLE S'AVÈRE DES PLUS À-PROPOS

Adalsteinn (Steini) Brown
Sous-ministre adjoint
Division de la stratégie du
système de santé
Gouvernement de l'Ontario

Frank Des Rosiers
Secrétaire adjoint
Priorités et planification
Secrétariat du Conseil du Trésor
du Canada

Yves Gauthier, FCA
Premier vice-président et chef
de la direction financière
Valeurs mobilières Desjardins

Michael McLaughlin, FCMA
Président
McLaughlin Performance
Management Consultants Inc.

Errol S. Price, CA, CMC
Sous-vérificateur général
Bureau du vérificateur général
de la Colombie-Britannique

Charles-Antoine St-Jean, FCA
Associé
Ernst & Young s.r.l

REPRÉSENTANT DE LA CCAF-FCVI
Lee McCormack
Directeur de la recherche

Depuis le début 2008, la CCAF-FCVI se concentre sur le travail de recherche majeur portant sur le thème *Innovation, risque et contrôle* mené par le directeur de la recherche Lee McCormack. Par ce travail, nous visons à « cerner des moyens pratiques qui permettraient aux organismes du secteur public de réduire au minimum nécessaire les règles administratives – tout en gérant les risques, en favorisant l'innovation et en maintenant un environnement rigoureux de contrôle interne ».



Le travail a pris une bonne avance sur le calendrier prévu. En octobre 2008, la CCAF-FCVI a publié le document de discussion intitulé *Savoir oser : Trouver des moyens d'envisager l'innovation, le risque et le contrôle dans les organisations du secteur public*. Dans ce document, on propose une ébauche

Innovation, risque et contrôle : trois grandes phases

2008-2009 : Lancement du projet

- Affermissement de la présence
- Publication d'un document contenant des principes et des notes d'orientation
- Organisation d'une « conférence de cadres supérieurs »

2009-2010 : Consolidation des principes et recensement des pratiques exemplaires

- Mise en place de groupes de discussion dans les provinces
- Publication de la version finale des principes et des notes d'orientation connexes
- Préparation des études de cas

2010-2011 : Enchâssement des principes dans les pratiques de gestion et de vérification

- Rédaction d'autres études de cas – plus trois autres possibilités (à déterminer)
 - Préparation des notes d'orientation en matière de vérification
 - Création d'un modèle de prévision des coûts
 - Élaboration d'un programme de cours

de cinq principes de gestion et notes d'orientation connexes pour trouver des moyens d'envisager l'innovation, le risque et le contrôle dans les activités du secteur public. Il est disponible à l'adresse : <http://www.ccaf-fcvi.com/french/research/irc/index.html>.

En novembre 2008, la CCAF-FCVI a accueilli à Ottawa un symposium sur l'innovation, le risque et le contrôle. Présidé conjointement par la vérificatrice générale du Canada, **Sheila Fraser**, et par le secrétaire du Conseil du Trésor du Canada de l'époque, **Wayne Wouters**, cet événement a attiré une centaine de cadres supérieurs. Les participants ont discuté de la manière dont les ministères et les organismes centraux pouvaient encourager l'innovation, mieux gérer les risques, réduire le nombre de règles administratives et maintenir un environnement rigoureux de contrôle interne. Le compte rendu du symposium est disponible à l'adresse : <http://www.ccaf-fcvi.com/french/research/irc/index.html>.



Les cinq principes de gestion et notes d'orientation connexes de la CCAF-FCVI sont actuellement mis à l'essai dans le cadre de plusieurs réunions, conférences et symposiums régionaux organisés d'un bout à l'autre du Canada et seront publiés dans leur version définitive à l'automne 2009. La date de publication est donc en avance de plusieurs mois par rapport à ce qui était initialement prévu. La CCAF-FCVI prévoit également d'élaborer des études de cas sur des Administrations fédérales, provinciales et étrangères afin d'illustrer les meilleures pratiques liées à ces principes. L'ébauche des premières études de cas commencera à l'été 2009.

Nous constatons une augmentation de l'intérêt manifesté pour le thème de l'innovation, du risque et du contrôle, et ce, au fur et à mesure que les gouvernements d'un bout à l'autre du pays mettent en œuvre des programmes de stimulation économique pour atténuer l'impact de la crise économique mondiale.

En février 2009, le comité consultatif du Premier Ministre sur la fonction publique a publié son troisième rapport intitulé *L'atteinte de résultats : responsabilité et action*. Dans ce rapport, on recommande que les « cadres supérieurs et les représentants élus doivent être prêts à prendre des risques éclairés pour accélérer la prise de décisions et de mesures sur les priorités établies, afin de donner aux Canadiens les résultats escomptés ». On y indique aussi qu'il « faut inciter les ministères et les organismes à prendre des mesures décisives pour trouver des solutions à leur propre prolifération des règles ». Les conseils et les recommandations formulés dans le rapport (voir <http://www.ccaf-fcvi.com/messages/02-26-09IRCReportRelease/>)



s'alignent avec les conclusions tirées des recherches menées par la CCAF-FCVI et il est juste d'affirmer que notre document de discussion a influé sur le contenu de ce travail.

Les cinq principes de gestion proposés par la CCAF-FCVI sur l'innovation, le risque et le contrôle

1. Maintenir le contrôle : les cadres devraient gérer avec prudence leurs ressources afin d'atteindre les résultats souhaités.
2. Encourager l'innovation : les cadres devraient éliminer les obstacles et veiller à ce que les projets soient innovants.
3. Réagir aux occasions qui se présentent : les cadres devraient investir dans une culture qui favorise le souci du risque.
4. Réduire les lourdeurs administratives : les cadres devraient supprimer les règles administratives non nécessaires et procéder à un examen critique de toute nouvelle règle.
5. Respecter les règles : tous les employés doivent respecter les règles en vigueur.

En juin 2009, la CCAF-FCVI et le Forum des politiques publiques ont conjointement organisé un atelier intitulé *Gestion du risque et programmes de stimulation économique*. Les gestionnaires de programme et les vérificateurs qui s'occupent des programmes de stimulation ont eu l'occasion de discuter des attentes face aux programmes de performance ainsi que de la pratique de la gestion du risque dans le cadre des initiatives actuelles de dépenses axées sur la stimulation économique.



EXAMEN DES MÉTHODES DE VOR

Dans le cadre de son engagement général visant à exercer un leadership et à développer les capacités en matière de vérification au Canada, la CCAF-FCVI a récemment examiné les pratiques de vérification de l'optimisation des ressources (VOR) appliquées par le Bureau du vérificateur général de l'Ontario et par le bureau du vérificateur général du Royaume-Uni. L'objectif de ce travail de recherche consistait à recenser et à analyser les pratiques exemplaires en matière de VOR appliquées dans ces Administrations.

Ce travail a été commandité par le vérificateur général du Québec, **Renaud Lachance**, et mené par **Arn van Iersel**, collaborateur de la CCAF-FCVI et ancien vérificateur général par intérim de la Colombie-Britannique. Il a permis de recenser des politiques et des procédures significatives ainsi qu'un certain nombre d'importantes publications récentes sur les pratiques de VOR.



TRAVAUX LIÉS À L'INFORMATION SUR LA PERFORMANCE

Voilà dix ans que la CCAF-FCVI participe aux activités visant à aider les gouvernements canadiens à améliorer leurs rapports publics de performance (RPP). Depuis 2006, notre programme axé sur les RPP est financé dans le cadre d'une entente triennale avec la Alfred P. Sloan Foundation de New York. L'objectif de ce programme consiste à harmoniser l'information publiée dans les rapports de performance avec les besoins des utilisateurs de ces rapports, notamment les législateurs, les médias, les organisations non gouvernementales et les citoyens.

Beaucoup de progrès ont été accomplis ces trois dernières années, comme on peut le constater en visitant le site Web de la CCAF-FCVI consacré aux RPP (<http://www.rapportsdeperformance.ca/accueil.php>). Voici les faits saillants de 2008-2009 :

- En septembre 2008, la CCAF-FCVI et le gouvernement de l'Alberta ont publié leur rapport final sur les consultations menées vers la fin de 2007 par la CCAF-FCVI en Alberta afin de solliciter des idées sur les moyens d'améliorer les RPP. (Voir http://www.performancereporting.ca/recent/sept2008_groups.php)
- Toujours en septembre, environ 35 personnes se sont réunies à Vancouver pour discuter des moyens de favoriser dans l'Ouest canadien le passage à des rapports numériques. Le symposium a été présidé conjointement par **Carol Bellringer**, vérificatrice générale du Manitoba, et **Rob Fleming**, président du comité des comptes publics de la Colombie-Britannique. Les participants étaient notamment des hauts responsables des bureaux de vérification législative, des comités des comptes publics et des organismes centraux de l'Ouest canadien. Ils ont dialogué avec des spécialistes canadiens et internationaux de la présentation de l'information sur la performance et sont repartis en ayant des idées concrètes pour promouvoir l'amélioration des RPP dans leur Administration. Un compte rendu de l'événement est disponible à l'adresse : <http://www.ccaf-fcvi.com/messages/11-21-08PPRSymposium/>.
- Grâce à un financement du Conseil du Trésor de l'Alberta, la CCAF-FCVI a examiné les possibilités d'utiliser les nouvelles technologies d'Internet afin de proposer *Measuring Up*, le rapport de performance de tout le gouvernement de l'Alberta, dans une version reposant sur le Web et axée sur la participation des citoyens. Ainsi, nous avons élaboré 10 bonnes pratiques pour présenter efficacement sur le Web des rapports de performance axés sur la participation des citoyens et nous les avons appliquées directement à *Measuring Up*, en évaluant la faisabilité technique de chaque changement éventuel.
- **Chris Hyde**, directeur adjoint, Recherche et développement des capacités, a littéralement examiné des centaines de rapports de performance du monde entier – préparés par des ministères, des sociétés sans but lucratif et des grandes entreprises du secteur privé. On fait régulièrement appel à lui pour qu'il partage ses connaissances.

Carol Bellringer, FCA, MBA
Vérificatrice générale du
Manitoba

Barbara Cohn-Berman, BA, MA
Vice-présidente et directrice
Center on Municipal
Government Performance

John Doyle, MBA, CA
Vérificateur général de la
Colombie-Britannique

Rob Fleming, BA
Président, Comité des
comptes publics de la
Colombie-Britannique

Katherine Graham, BA, MA
Doyenne, Faculté des affaires
publiques et de la gestion
Université Carleton

John Herhalt, FCA, CISA
Associé, chef mondial du
groupe Infrastructure,
gouvernement et santé, et
leader national du groupe
Secteur public
KPMG s.r.l.

Graham Steele, BA, LLB
Député de Halifax-Fairview
Assemblée législative de la
Nouvelle-Écosse

Chris Waddell, Ph.D.
Directeur associé et professeur
agrégé, Commerce et
journalisme financier, École de
journalisme et de
communication
Université Carleton

REPRÉSENTANT DE LA CCAF-FCVI

Lee McCormack
Directeur de la recherche

En décembre 2008, Chris Hyde et **Marianne Farag**, du Bureau du vérificateur général du Manitoba, ont dirigé un atelier d'une journée pour le personnel du Bureau du vérificateur général du Québec. En mars et en mai 2009, Chris a participé aux événements organisés à Ottawa par le Forum sur le rendement et la planification.

En janvier 2009, Chris s'est adressé aux planificateurs et aux évaluateurs de programmes d'un certain nombre de ministères de l'Ontario à l'occasion d'une réunion du Réseau sur la mesure de la performance et l'évaluation des programmes qui s'est tenue à Toronto. À Edmonton, en janvier, Chris et **Lee McCormack**, directeur de la recherche à la CCAF-FCVI, ont réalisé un exposé devant le comité des sous-ministres adjoints sur le partage des connaissances et des données du gouvernement provincial. Leur présentation interactive contenait des hyperliens vers des pratiques exemplaires publiées sur le Web, fournissant des exemples concrets issus de plus de 20 sites Web gouvernementaux utilisant actuellement les technologies du Web 2.0 pour rendre compte de la performance du gouvernement aux citoyens. Un compte rendu de ces deux événements est disponible à l'adresse <http://www.ccaf-fcvi.com/messages/03-26-09PPRUpdate/>.



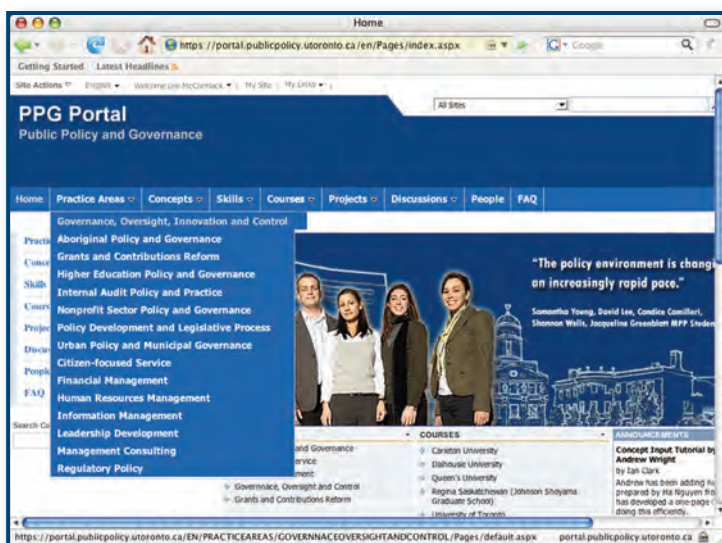
À la lumière des discussions menées au cours du symposium de l'Ouest canadien et des résultats de ses travaux en Alberta, la CCAF-FCVI procède à la mise à jour de ses *neuf principes visant à améliorer les rapports de performance*, publiés en 2003. Lee McCormack et Chris Hyde dirigent ce projet et espèrent achever pour la fin de l'année financière un document de discussion sur les lignes directrices et les principes relatifs à la présentation sur le Web de RPP axés sur la participation des citoyens.

PORTAIL SUR LA POLITIQUE PUBLIQUE ET LA GOUVERNANCE

La CCAF-FCVI envisage de participer à un nouveau portail Web destiné aux personnes et organismes qui s'intéressent aux enjeux liés à la politique publique et à la gouvernance. Les partenaires principaux de ce portail sont les grandes facultés et écoles de politique publique du Canada. La

CCAF-FCVI a été invitée à gérer la section du portail consacrée à la gouvernance, à la surveillance, à l'innovation et au contrôle.

Ce portail pourrait s'avérer utile comme outil de recherche qui nous permettrait d'obtenir des commentaires sur nos documents provisoires, de dialoguer avec les étudiants et les professeurs et de générer des discussions sur des questions qui nous intéressent. Il sera mis en ligne à l'automne 2009. Nous évaluons actuellement si les avantages pour la Fondation dépasseraient les coûts.



ÉTUDE SUR LES PRATIQUES DES CONTRÔLEURS D'UN BOUT À L'AUTRE DU CANADA

À la réunion annuelle du Conseil canadien des contrôleurs qui s'est tenue à Québec en août 2008, la CCAF-FCVI a présenté les résultats de son enquête sur les pratiques des contrôleurs du Canada.

L'objectif principal de ce travail consistait à fournir aux contrôleurs canadiens des points de référence sur les pratiques appliquées au Canada, en Australie, en Nouvelle-Zélande et au Royaume-Uni afin qu'ils puissent se situer par rapport à ces autres fonctions de contrôleur. Selon l'une des principales constatations découlant de ce travail, la fonction de contrôleur varie considérablement en termes de structure et de responsabilités d'un bureau à l'autre au Canada, ainsi qu'entre les divers bureaux consultés à l'étranger pays.

À la demande du Conseil canadien des contrôleurs, la CCAF-FCVI prépare actuellement deux courts documents de discussion :

L'instauration de bureaux de formation agréés pour les étudiants CA :

À l'époque du rapport d'étude sur la fonction de contrôleur (juillet 2008), un certain nombre de bureaux du contrôleur général envisageaient de devenir des bureaux de formation agréés pour les personnes souhaitant devenir comptables agréés (CA). Cette initiative était considérée comme un autre moyen d'attirer des comptables qualifiés dans leur entité et peut-être dans la fonction publique en général. Les bureaux éprouvaient de grandes difficultés à attirer et à retenir du personnel comptable. Certains pensaient que l'instauration d'un bureau de formation des CA contribuerait à soulager les pressions liées à la dotation en personnel. Ce n'était certainement pas la réponse complète au problème, mais l'idée figurait au nombre des stratégies possibles.

L'instauration de bureaux de formation agréés pour les CA est un concept relativement neuf pour les bureaux des contrôleurs généraux, avec seulement deux bureaux agréés pour l'instant. Toutefois, ce genre de système existe pour la plupart des bureaux de vérification législative depuis longtemps, voire depuis 40 à 50 ans dans certains cas. Pour venir en aide aux bureaux de contrôleurs généraux, la CCAF-FCVI a réalisé une petite enquête portant sur les défis et les possibilités liés à l'instauration d'un bureau de formation des CA et a réuni les conseils de bureaux possédant déjà ce genre de structure.

La formation éventuelle de sous-comités du Conseil canadien des contrôleurs :

Le Conseil canadien des contrôleurs a été créé à l'initiative des contrôleurs des paliers fédéral, provincial et territorial. Le but ici consiste à favoriser le partage des renseignements et la coordination des activités dans des domaines d'intérêt réciproque. Un secrétariat a été mis en place. Il comprend un employé à temps plein qui travaille depuis le Bureau du contrôleur de l'Ontario, et ce secrétariat est financé par des contributions versées par chaque province et territoire canadien.

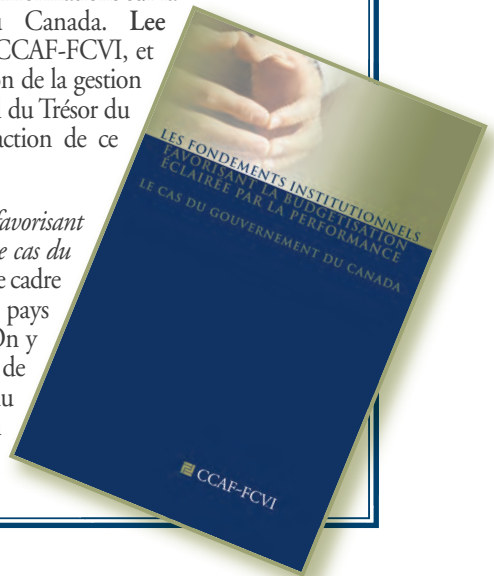
Le Conseil canadien des contrôleurs a parcouru beaucoup de chemin au cours de son existence qui est relativement brève. Un flux important de renseignements circule entre les différentes Administrations et, au besoin, celles-ci coordonnent leurs efforts dans des domaines comme les réponses au Conseil sur la comptabilité dans le secteur public et collaborent à l'élaboration de documents stratégiques destinés au Groupe de travail mixte du CCSP et des sous-ministres des Finances.

Dans le cadre de ses activités, le Conseil canadien des contrôleurs reconnaît l'indépendance de chaque bureau de contrôleur et est conscient qu'il existera toujours entre les Administrations des divergences d'opinion et des différences dans les besoins.

LA CCAF-FCVI offre un survol de la budgétisation axée sur la performance

À la demande de la Banque mondiale, la CCAF-FCVI a participé à l'ébauche d'un document sur la production et l'utilisation d'informations sur la performance par le gouvernement du Canada. Lee McCormack, directeur de la recherche à la CCAF-FCVI, et Bruce Stacey, directeur exécutif de la Division de la gestion axée sur les résultats au Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, ont tous deux collaboré à la rédaction de ce document.

Le document *Les fondements institutionnels favorisant la budgétisation éclairée par la performance. Le cas du gouvernement du Canada* a été présenté dans le cadre d'un important congrès rassemblant les pays d'Amérique latine à Mexico en juin 2008. On y propose un survol du nouveau système de gestion des dépenses du gouvernement du Canada et tout particulièrement de l'examen stratégique annuel des dépenses directes liées aux programmes.



SUIVI DES PROGRÈS RÉALISÉS

La CCAF-FCVI suivra les progrès qu'elle réalisera en fonction de l'objectif suivant et en fera rapport dans ses futurs rapports annuels

Objectif

Créer et partager des connaissances sur les enjeux liés à la gestion, à la gouvernance et à la reddition de comptes.

Résultats prévus d'ici 2012-2013

- Une contribution considérable au débat portant sur le thème *Innovation, risque et contrôle*
- Publication des principes, notes d'orientation et études de cas élaborés par la CCAF-FCVI
- Les connaissances acquises sont transmises à l'aide des activités de développement des capacités de la CCAF-FCVI.
- Les rapports publics de performance dans le secteur public canadien correspondent de plus près aux besoins des personnes qui s'en servent.
- La CCAF-FCVI a choisi de nouveaux thèmes de recherche et a entrepris des travaux sur au moins un d'entre eux (*doit comprendre le travail effectué dans le domaine de la vérification de la performance – VOR*).

NOTRE PROGRAMME DE FORMATION EST DÉSORMAIS SOLIDEMENT IMPLANTÉ

PRÉSIDENT

Vince Mazzone
Directeur, Justice and Regulatory Portfolio
Bureau du vérificateur général de l'Ontario

Véronique Boily
Directrice, Services de consultation en VOR
Le Vérificateur général du Québec

Angèle Borys
Directrice principale, Services de soutien
Bureau du vérificateur provincial de la
Saskatchewan

Sandra Cohen
Directrice, Services de vérification de
l'optimisation des ressources
Bureau du vérificateur général du Manitoba

Mary-Jane Dawson
Directrice principale
Bureau du vérificateur général de l'Alberta

Bill Drover
Directeur, Pratique professionnelle
Bureau du vérificateur général du Terre Neuve

Jane MacAdam
Directeur de vérification
Bureau du vérificateur général de l'Île-du-
Prince-Édouard

Joe Martire
Directeur principal, Groupe sur les pratiques
professionnelles
Bureau du vérificateur général du Canada

Jennifer Paget
Directrice de la Formation et du
perfectionnement professionnel
Bureau du vérificateur général de la Colombie-
Britannique

Nicolette Reiss
Sous-vérificatrice générale
Bureau du vérificateur général des Bermudes

Terry Spicer
Sous-vérificateur général
Bureau du vérificateur général de la Nouvelle-
Écosse

Tania Wood-Sussey
Superviseuse de projets
Bureau du vérificateur général du Nouveau-
Brunswick

LIAISON CCAF-FCVI

Nicole Wiczorek
Directrice de la formation et chef des services
financiers

La CCAF-FCVI assure la prestation d'un programme de formation depuis 2006, année où le Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL) lui a demandé d'élaborer, en partenariat avec les vérificateurs législatifs, un programme de formation professionnelle de grande qualité pour les vérificateurs du secteur public. Parallèlement, elle envisageait d'étendre son Programme international en proposant notamment des cours à l'étranger. C'est sous l'influence de ces deux incitations que la CCAF-FCVI a lancé et consolidé un programme de formation impressionnant qui ne cesse de s'accroître.

Nous n'avons pas mené seuls cette entreprise. Les membres du CCVL nous ont largement aidés en mettant à notre disposition leurs propres supports didactiques, en siégeant à nos comités d'élaboration des cours, en participant aux séances pilotes de nos nouveaux cours et en servant d'instructeurs pour ceux-ci. Le CCVL a lui-même mis sur pied un groupe formel de formation chargé de nous apporter en permanence des conseils et des idées.

Les cours que nous élaborons pour les vérificateurs du secteur public canadien constituent la base de la formation proposée par l'intermédiaire de notre Programme international, qui est financé par l'Agence canadienne de développement international.

Le contenu de nos cours tient compte des pratiques exemplaires du moment et met particulièrement l'accent sur les normes. Nous avons un corps d'instructeurs qualifiés constitué d'un mélange équilibré de membres en activité de bureaux de vérification, de vérificateurs retraités et de consultants du secteur privé. Pour la plupart des cours, nous encourageons la participation de plus d'un bureau de vérification afin de favoriser les échanges entre participants au niveau des points de vue et des expériences.

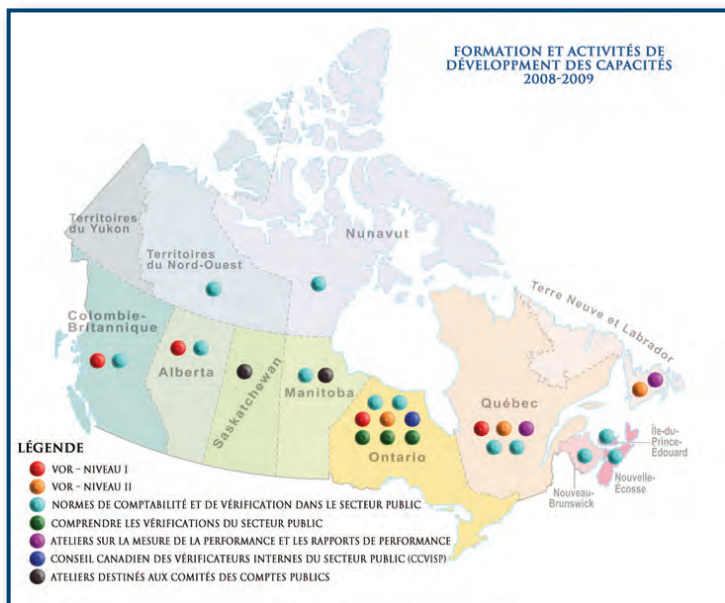
Malgré le nombre relativement faible de vérificateurs législatifs au Canada, nous constatons

que nous pouvons accroître la rentabilité de nos cours (et continuer à proposer des frais d'inscription modérés) en adaptant ceux-ci pour les vérificateurs internes, ainsi que pour les vérificateurs de pays étrangers.

L'ÉVENTAIL DE NOS COURS S'ÉTOFFE RÉGULIÈREMENT

Sous le leadership de Nicole Wieczorek, directrice de la formation, la CCAF-FCVI élargit progressivement son éventail de cours et d'ateliers sur la vérification, qui comprend pour l'instant les cours suivants :

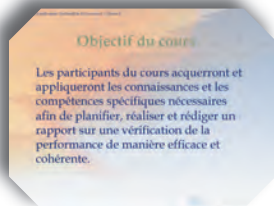
- Principes de base de la vérification de la performance (optimisation des ressources)
- Vérification de la performance (optimisation des ressources) – Niveau II
- Normes de comptabilité et de vérification dans le secteur public (*en partenariat avec KPMG*)
- Comprendre les vérifications du secteur public (*en partenariat avec PricewaterhouseCoopers*)
- Vérification d'actes fautifs et cours d'introduction à la vérification judiciaire
- Collecte et analyse des éléments probants dans le cadre de la vérification de la performance
- Techniques d'échantillonnage dans le cadre de la vérification de la performance
- La reddition de comptes, la gouvernance et la publication de l'information sur la performance
- Initiation à la mesure de la performance et aux rapports de performance



Le cours intitulé *Principes de base de la vérification de la performance (optimisation des ressources)* est offert depuis l'automne 2006. Des séances de ce cours ont eu lieu à Edmonton (juillet 2008), à Toronto (octobre 2008), au Guyana (octobre 2008), au Québec (décembre 2008) et en Colombie-Britannique (février 2009). Le cours sera donné à Toronto en octobre 2009. [Plan de cours](#)



Nous avons terminé la mise à l'essai du cours *Vérification de la performance (optimisation des ressources) – Niveau II* en août 2008 et l'avons présenté au Costa Rica (janvier 2009), au Québec (février 2009) et à Toronto et en Tanzanie (avril 2009). Ce cours sera donné à Edmonton en octobre 2009. [Plan de cours](#)



Organisé en partenariat avec KPMG, le cours d'une journée sur les *Changements apportés aux normes relatives à la comptabilité et à la vérification* est mis à jour tous les ans afin de tenir compte des évolutions survenues au cours de l'année. La version 2008-2009 a été présentée 13 fois

dans neuf provinces et deux territoires entre septembre 2008 et avril 2009. La CCAF-FCVI souhaiterait saluer les importantes contributions de ses collaborateurs, les conseillers en formation de KPMG de tout le Canada. Nous voudrions particulièrement remercier l'équipe de développement d'Andrew Newman (Ottawa), de Luc Beaulieu (Montréal) et de Katarina Gustaffson (Ottawa).



La CCAF-FCVI, en partenariat avec PricewaterhouseCoopers, a adapté les documents de ses cours sur la vérification de la performance afin d'élaborer un cours destiné aux gestionnaires du secteur public. La séance d'une demi-journée – *Comprendre les vérifications du secteur public* – a été présentée sous une forme pilote en septembre 2008. L'objectif ici consiste à informer les gestionnaires du secteur public sur le processus de vérification de la performance et de leur fournir des conseils, par l'intermédiaire d'un groupe d'experts, sur la manière d'aborder et de gérer le processus de vérification. On présente entre autres des renseignements pour aider les gestionnaires à concentrer leur attention sur les éléments qui permettront à leur organisation de tirer les meilleurs



avantages du processus. Une présentation anglaise de ce cours a été organisée en février 2009 et de nouvelles présentations de ce cours auront lieu à l'automne 2009. [Plan de cours](#)

Vérification d'actes fautifs et cours d'introduction à la vérification judiciaire est un cours de cinq jours mis en place afin d'améliorer le suivi des boursiers diplômés du Programme international de la CCAF-FCVI et d'accroître le soutien qui leur est fourni. Ce cours a été donné en Tanzanie en avril 2009.



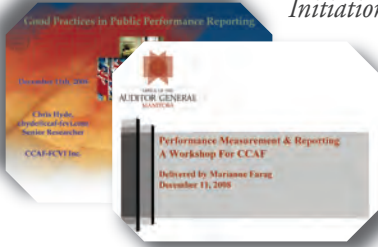
Collecte et analyse des éléments probants dans le cadre de la vérification de la performance et Techniques d'échantillonnage dans le cadre de la vérification de la performance sont deux séminaires d'une demi-journée que la CCAF-FCVI organise à l'étranger pour compléter ses cours plus longs sur la vérification de la performance. Ils ont été dispensés au Guyana en octobre 2008, au Costa Rica en janvier 2009 et en Tanzanie en avril 2009.



Le cours intitulé *La reddition de comptes, la gouvernance et la publication de l'information sur la performance* se donne une fois par an au Canada pour les boursiers du Programme international de la CCAF-FCVI. Il a également été dispensé dans d'autres pays, à savoir au Bénin en 2007 et au Mali en novembre 2008.



Initiation à la mesure de la performance et aux rapports de performance est un nouvel atelier conçu pour aider les participants à comprendre ce thème grâce à des cours théoriques et à des expériences pratiques. La CCAF-FCVI a mis à l'essai une version d'un jour de cet atelier à Terre-Neuve-et-Labrador en juillet 2008 et l'a depuis présenté à Québec (décembre 2008). [Plan de cours](#) (anglais seulement)



Participants au cours *Principes de base de la vérification de la performance (optimisation des ressources)*, tenu à Toronto, en octobre 2008.



Participants au cours *Principes de base de la vérification de la performance (optimisation des ressources)*, tenu à Québec, en décembre 2008.

LES VÉRIFICATEURS INTERNES INTENSIFIENT LEUR COLLABORATION

Brian Aiken
Sous-contrôleur général du Canada, Vérification interne
Bureau du contrôleur général du Canada, Conseil du
Trésor

Ted Doane
Directeur général, Division de la vérification interne
Ministère des Finances de la Nouvelle-Écosse

Michael Eastman
Directeur général
CCAF-FCVI

Ken Gabora
Directeur, Vérification interne
Ministère des Finances de la Saskatchewan

Pierre Gagné
Président
Forum des responsables de la vérification interne
Québec

John Gunter
Directeur, Service de vérification publique
Gouvernement du Territoire du Yukon

David Hill
Directeur, Division des services professionnels et
de la vérification interne
Bureau du contrôleur général de Terre-Neuve-et-Labrador

Jane Holatko
Directrice, Vérification interne et services de consultation
Ministère des Finances du Manitoba

Richard Kennedy
Chef de la vérification interne et sous-ministre adjoint
Ministère des Finances de l'Ontario

Luc Lavoie
Directeur général
Institut des vérificateurs internes – Canada

Stuart Newton
Directeur général, Vérification et services techniques
Vérification interne et services de consultation
Ministère des Finances de la Colombie-Britannique

Bob Shahi
Directeur, Bureau de vérification
Secrétariat du Conseil de gestion financière
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

Stephen Thompson
Directeur, Vérification interne et services de consultation
Bureau du contrôleur du Nouveau-Brunswick

Grace Wilk
Directrice de la vérification et chef de la vérification
interne par intérim, Direction des services de vérification
interne, Ministère des Finances du Nunavut

Heather Zomar
Chef de la vérification interne, Services de vérification
interne du gouvernement, Gouvernement de l'Alberta

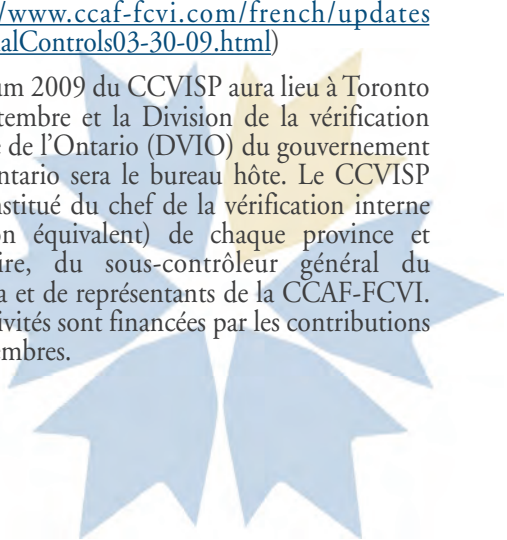
SECRÉTAIRE DU CONSEIL
Nicole Wieczorek
CCAF-FCVI

À l'occasion de leur forum annuel, organisé à Ottawa du 20 au 22 octobre 2008, les membres du Conseil canadien des vérificateurs internes du secteur public (CCVISIP) ont recensé un certain nombre de thèmes sur lesquels ils prévoient échanger et de domaines dans lesquels ils pourraient s'entraider.

Ce forum a été présidé conjointement par **Richard Kennedy**, chef de la vérification interne et sous-ministre adjoint, ministère des Finances de l'Ontario; **Brian Aiken**, du Bureau du contrôleur général du Canada, qui était le bureau hôte de la réunion; et **Nicole Wieczorek**, de la CCAF-FCVI, qui assure les fonctions de secrétaire du CCVISIP. Un compte rendu de cette réunion est disponible à l'adresse http://www.ccaf-fcvi.com/french/updates/IA_Forum2008.html.

Parmi les thèmes abordés figuraient la gestion du risque d'entreprise et les contrôles internes à l'égard de l'information financière. (Voir <http://www.ccaf-fcvi.com/french/updates/InternalControls03-30-09.html>)

Le forum 2009 du CCVISIP aura lieu à Toronto en septembre et la Division de la vérification interne de l'Ontario (DVIO) du gouvernement de l'Ontario sera le bureau hôte. Le CCVISIP est constitué du chef de la vérification interne (ou son équivalent) de chaque province et territoire, du sous-contrôleur général du Canada et de représentants de la CCAF-FCVI. Ses activités sont financées par les contributions des membres.



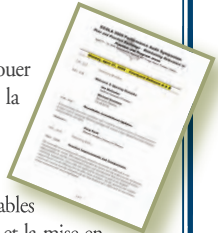


Membres du CCVISP à leur forum annuel, tenu à Ottawa, en octobre 2008.



La CCAF-FCVI contribue à l'élaboration du programme du symposium sur la vérification de la performance

La CCAF-FCVI a été ravie d'être invitée, pour la toute première fois, à jouer un rôle de premier plan dans la planification du symposium 2009 sur la vérification de la performance, qui a eu lieu en avril à Toronto.



Nous avons utilisé les rétroactions issues de l'enquête menée par le CCVL auprès de ses membres pour élaborer le programme de cet événement. Le premier jour ont eu lieu des tables rondes de mise à jour de chaque Administration, des sessions sur l'amélioration des pratiques et la mise en œuvre d'une matrice logique de vérification, ainsi qu'une réunion d'experts sur la gestion des dépenses économiques du gouvernement. Le deuxième jour ont été organisées des séances simultanées sur la planification d'une vérification de la performance, sur l'exécution du travail de vérification et sur le rapport de vérification, et ce, pour chacun des six domaines de programme ci-après : santé, infrastructure, éducation, gouvernance, justice et environnement.

SUIVI DES PROGRÈS RÉALISÉS

La CCAF-FCVI suivra les progrès qu'elle réalisera en fonction de l'objectif suivant et en fera rapport dans ses futurs rapports annuels

Objectif

Développer les capacités en matière de reddition de comptes, en mettant l'accent sur la vérification.

Résultats prévus d'ici 2012-2013

- La CCAF-FCVI est la principale organisation chargée de la formation et des activités de perfectionnement [en matière de vérification de la performance] pour les membres des services de vérification du secteur public*.
** si les ressources s'avèrent limitées, la CCAF-FCVI veillera à concentrer ses efforts de sorte à répondre d'abord et avant tout aux besoins des membres du CCVL.*
- La formation et les activités de perfectionnement offrent des occasions favorisant l'interaction avec d'autres Administrations et d'autres groupes d'intervenants (c.-à-d. politiciens, contrôleurs et vérificateurs internes).
- La CCAF-FCVI peut offrir cinq cours ou activités portant sur la vérification, les séances de mise à jour annuelles, ainsi que des ateliers et colloques sur des thèmes liés à la vérification.
- Un programme d'études à l'intention des bureaux de vérification est en place, lequel est appuyé par les membres du CCVL, les contrôleurs et les vérificateurs internes.
- Les vérificateurs internes du secteur public possèdent un solide réseau.

AIDER LES COMITÉS DES COMPTES PUBLICS, L'UN DES AXES MAJEURS DE NOS ACTIVITÉS

Len Derkach
Député – président du CCP
Manitoba

Rob Fleming
Député – président du CCP
Colombie-Britannique

Nancy Ford
Coordonnatrice des travaux des
commissions, Québec

Craig James
Greffier adjoint et greffier des
comités, Colombie-Britannique

Maureen MacDonald
Députée – présidente du CCP
Nouvelle-Écosse

Shawn Murphy
Député – président du CCP
Chambre des communes

Alex Smith
Analyste, Bibliothèque du
Parlement

Norm Sterling
Député – président du CCP
Ontario

Éric Thomassin
Secrétaire de la Commission de
l'administration publique
Québec

Harry Van Mulligen
Député – président du CCP
Saskatchewan

Les connaissances de la CCAF-FCVI sur les comités des comptes publics (CCP) remontent aux premiers jours de son existence. Le premier grand projet de recherche a porté sur le rôle des vérificateurs législatifs et des CCP au Canada et a débouché sur la publication d'un rapport en 1981.

Depuis 2006, la CCAF-FCVI a été invitée par des membres de CCP d'un bout à l'autre du pays à venir partager les résultats de ses recherches sur ce qui fait l'efficacité de ce genre de comité.

En septembre 2008, à la réunion conjointe annuelle du Conseil canadien des comités des comptes publics (CCCCP) et du Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL), la CCAF-FCVI a présenté les résultats d'une enquête menée auprès des CCP du Canada. Cette enquête, réalisée par la CCAF-FCVI avec l'aide de l'Institut de la Banque mondiale et de KPMG, s'est concentrée sur les pouvoirs des CCP ainsi que sur leurs pratiques concrètes.

Antonine Campbell, directrice, Programmes parlementaire et internationaux, dirige notre travail de recherche sur les *Attributs d'un CCP efficace*. Nous présenterons ces Attributs à la réunion CCCCCP-CCVL de septembre 2009, à Edmonton.

À l'échelon provincial, la CCAF-FCVI a été invitée à diriger une séance d'initiation pour le comité des comptes publics de la Saskatchewan en janvier 2009. Nous avons également rencontré des membres des CCP du Manitoba et de la Nouvelle-Écosse en octobre 2008 et mars 2009, respectivement.

Sur la suggestion de notre comité consultatif chargé du travail de recherche sur les CCP, nous étudions la possibilité d'élaborer un cours d'initiation pour les nouveaux membres de ces comités.

EXPORTER NOS CONNAISSANCES À L'ÉTRANGER – MAIS AUSSI EN IMPORTER

De nombreux autres pays ayant un système de gouvernement britannique, y compris beaucoup de pays partenaires de notre Programme international, ont un comité des comptes publics. La CCAF-FCVI a récemment commencé à utiliser son savoir sur ce genre de comités pour aider à améliorer la coopération entre les bureaux nationaux de vérification de ces pays et les comités de surveillance.

En 2007-2008, la CCAF-FCVI a organisé des ateliers pour les bureaux nationaux de vérification et les comités de surveillance parlementaire en Tanzanie, au Ghana, à Sainte-Lucie et au Guyana, et en mai 2008, elle a répété l'exercice pour le comité des comptes publics et le bureau du vérificateur général du Bangladesh (grâce à un financement de l'Institut de la Banque mondiale).



En 2008-2009, nous avons collaboré avec Sainte-Lucie afin de renforcer la relation entre le comité des comptes publics et le bureau de vérification de ce pays. La Directrice de la vérification de Sainte-Lucie (boursière diplômée de la CCAF-FCVI en 2008) a rencontré le président du CCP de la Nouvelle-Écosse et elle a assisté à une réunion de ce comité afin d'observer l'interaction entre le bureau du vérificateur général et le CCP de la province. La CCAF-FCVI a fourni les renseignements demandés par le CCP de Sainte-Lucie et elle a rencontré le président de ce comité afin de discuter des progrès réalisés. En mars

2009, nous avons rencontré le CCP du Kenya et son comité des investissements publics.

En Tanzanie, en mai 2009, le président de la CCAF-FCVI, Ron Thompson, a pris la parole à l'occasion du congrès annuel de l'Association des comités des comptes publics de l'Afrique de l'Est, lequel a porté sur les CCP ayant un fonctionnement efficace et sur la relation entre le vérificateur général et le CCP.

Ces interactions à l'échelon international donnent à la CCAF-FCVI une vision plus pointue de la nature des comités canadiens et de la relation qu'entretiennent ces comités avec les bureaux de vérification respectifs.

DÉVOILEMENT D'UNE PROPOSITION VISANT À CRÉER UNE ORGANISATION INTERNATIONALE DES CONTRÔLEURS

PRÉSIDENT

Nick Hare, BA, B.S.S.
Ancien Ambassadeur du Canada

François Boisclair, MPA

Directeur des études
Le Vérificateur général du Québec

Yves Gauthier, FCA

Premier vice-président et chef de la
direction financière
Valeurs mobilières Desjardins

Adriel Gionet, CA

Directeur, Relations internationales
Bureau du vérificateur général du Canada

Marc Meloche

Conseiller principal en politiques
Bureau du Sous-ministre adjoint
Affaires indiennes et du Nord Canada

Errol S. Price, FCA, CMC

Sous-vérificateur général
Bureau du vérificateur général de la
Colombie-Britannique

Ed Ryan, B. Comm, CFE, DIFA

Vérificateur général adjoint
Bureau du vérificateur général de l'Alberta

Jocelyne Therrien, MA

Première directrice principale, Relations
parlementaires et internationales
Bureau du vérificateur général du Canada

REPRÉSENTANTE DU BUREAU DE LA GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE

Victoria Sutherland

Gestionnaire, Section des institutions
publiques et élections (SIPE)
Agence canadienne de développement
international (ACDI)

MEMBRES D'OFFICE

Antonine Campbell, CA

Directrice, Programmes parlementaire et
internationaux
CCAF-FCVI

Michael Eastman, FCMA

Directeur général
CCAF-FCVI

SECRÉTAIRE

Caroline Jorgensen

Directrice adjointe, Programmes
internationaux
CCAF-FCVI

La CCAF-FCVI a fait partie d'un petit comité directeur qui a étudié la possibilité de créer une nouvelle organisation internationale pour les contrôleurs, les comptables et les trésoriers du secteur public. Ce comité a élaboré et présenté une proposition qui a été débattue à la conférence du International Consortium on Governmental Financial Management, à Miami (Floride) en mai 2009.

Cette nouvelle entité pourrait notamment avoir pour rôle la mise en place de programmes de développement des capacités, le partage des bonnes pratiques, les échanges sur l'expertise technique et le soutien à la mise en œuvre de normes professionnelles.

Le concept général a reçu un accueil positif, tant à la conférence que dans le cadre des discussions antérieures. L'étape suivante consistera à communiquer avec des donateurs éventuels afin de rassembler le financement qui permettra de lancer l'organisation.

LE PROGRAMME INTERNATIONAL DE LA CCAF-FCVI REPOSE SUR DES PARTENARIATS SOLIDES

Depuis 1980, la CCAF-FCVI et ses partenaires collaborent en vue de renforcer les institutions de vérification des pays en développement. Pour ce faire, ils fournissent aux « boursiers de la CCAF-FCVI » originaires d'un petit nombre de pays une formation au Canada et soutiennent les boursiers diplômés du Programme international ainsi que leur institution à leur retour au pays.

Les partenaires de la CCAF-FCVI dans le cadre du Programme international d'aide à l'amélioration de la gouvernance et de la

Éléments du Programme international

- Évaluation et recrutement
- Bourses d'études
- Développement des capacités et ateliers pour les diplômés
- Partenariats avec les vérificateurs généraux des provinces
- Coopération avec d'autres partenaires pour le renforcement des capacités



reddition de comptes destiné aux vérificateurs législatifs sont notamment les bureaux du vérificateur général du Canada, du Québec, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique. Les bureaux de vérification législative du Manitoba, de Terre-Neuve-et-Labrador, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de la Saskatchewan fournissent également des conseils et un soutien à leurs homologues des pays participants. Le Programme international est financé par l'Agence canadienne de développement international.

LA CCAF-FCVI MÈNE CINQ MISSIONS D'ÉVALUATION ET DE RECRUTEMENT

La CCAF-FCVI évalue soigneusement les personnes candidates et leur bureau de vérification. Pour ce faire, elle organise des missions « d'évaluation et de recrutement » dans les pays concernés.

En 2008-2009, elle a mené cinq missions : en Tanzanie, au Mali, à la Barbade, au Costa Rica et au Kenya. Des missions en Thaïlande et au Vietnam avaient eu lieu l'année précédente.

SEPT BOURSIERS OBTIENNENT LEUR DIPLÔME ET SEPT AUTRES COMMENCENT LEUR STAGE

Les candidats sélectionnés au cours des missions de recrutement de la CCAF-FCVI viennent au Canada effectuer un stage de dix mois afin d'acquérir des connaissances sur la vérification de la performance et des sujets connexes.

Sept boursiers ont obtenu leur diplôme du Programme international en mai 2008. Les candidats du Bénin et du Mali ont effectué leur stage au Bureau du vérificateur général du Québec, et les autres – du Ghana (2), du Kenya, de Sainte-Lucie et du Guyana – ont fait le leur au Bureau du vérificateur général du Canada.

En août 2008, sept autres boursiers ont débuté le Programme international – cinq étaient originaires du Ghana, du Kenya, de Sainte-Lucie, du Guyana et de Thaïlande

et deux du Vietnam. Les boursiers vietnamiens ont effectué leur stage au Bureau du vérificateur général de l'Alberta et les autres, au Bureau du vérificateur général du Canada. Leur cérémonie de remise des diplômes a eu lieu en juin 2009.



Affectation des boursiers au Bureau du vérificateur général de l'Alberta



Affectation des boursiers au Bureau du vérificateur général du Canada

**PARTICIPANTS AU
PROGRAMME DE BOURSES
D'ÉTUDES DE 2008-2009**



Chandrawattie (Chandra) Samaroo
Bureau de la vérification du Guyana



Lucy Kabura Machungo
Bureau national de la vérification du Kenya



Kittima (Jane) Hanthaipholdee
Bureau du vérificateur général de la
Thaïlande



Phuong Anh Nguyen
Bureau de la vérification d'État du
Vietnam (BVEV)



Duong Tan Cao
Bureau de la vérification d'État du
Vietnam (BVEV)



Lenus Deterville
Bureau du Directeur de la vérification de
Sainte-Lucie



Jacob S. Essilfie
Bureau de la vérification du Ghana

Depuis 1980, date du lancement du Programme international, il y a eu 193 boursiers diplômés, originaires de 51 pays.

**La Vérificatrice générale vante les mérites du
programme de bourses d'études**

Le 23 avril 2009, la vérificatrice générale du Canada, Sheila Fraser, a parlé aux membres du Comité permanent des comptes publics de la Chambre des communes du succès continu rencontré par le Programme international de la CCAF-FCVI.

Au député Terence Young qui lui a posé la question suivante : « Je crois comprendre que vous jouissez d'une réputation internationale exceptionnelle, n'est-ce pas ? », M^{me} Fraser a répondu : « Effectivement, je crois que le bureau est très avantageusement connu et l'a toujours été. L'un de nos programmes est celui des boursiers. » Elle a ensuite décrit ce programme et souligné qu'il existait depuis environ 25 ans. À propos des diplômés de la CCAF-FCVI, elle a déclaré : « Certains occupent aujourd'hui le poste de vérificateur général de leur pays. »

**DES ACTIVITÉS INTERNATIONALES
DE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS
DE HAUT NIVEAU**

La CCAF-FCVI consolide la formation reçue au Canada par les boursiers de son Programme international en les soutenant après l'obtention de leur diplôme. Ce soutien comprend des séances de formation dispensées à l'étranger et un accès permanent aux recherches, aux réseaux et aux connaissances spécialisées de la CCAF-FCVI.

En 2008-2009, la CCAF-FCVI a organisé six ateliers de formation régionaux à l'intention des diplômés et d'autres membres choisis des bureaux de vérification (soit un total de 216 participants issus de 10 pays) des Amériques.

- *Principes de base de la vérification de la performance (optimisation des ressources)* – Guyana, octobre 2008.
- *Vérification de la performance (optimisation des ressources) – Niveau II* – Costa Rica, janvier 2009.
- *Collecte et analyse des éléments probants dans le cadre de la vérification de la performance* – Guyana, octobre 2008 et Costa Rica, janvier 2009.
- *Techniques d'échantillonnage dans le cadre de la vérification de la performance* – Guyana, octobre 2008 et Costa Rica, janvier 2009.

En avril 2009, quatre ateliers supplémentaires ont été organisés en Tanzanie pour les vérificateurs des pays de l'Afrique anglophone.

À moins que les bureaux de vérification des pays en développement n'entretiennent de bonnes relations avec les autres acteurs du processus de reddition de comptes – comme les membres du comité de surveillance parlementaire et les responsables gouvernementaux – leur travail n'a qu'une valeur limitée. Voilà pourquoi la CCAF-FCVI soutient les bureaux nationaux de vérification ayant participé à son Programme international en mobilisant ces autres acteurs.

En novembre 2008, la CCAF-FCVI a organisé au Mali un symposium sur La reddition de comptes, la gouvernance et la présentation de l'information sur la performance. Les participants regroupaient tout le spectre des institutions participant à la reddition de comptes du gouvernement. Ce symposium était adapté d'un événement similaire organisé au Bénin par la CCAF-FCVI en juin 2007.

Au cours de l'année, la CCAF-FCVI a également travaillé avec le Guyana, le Kenya, Sainte Lucie et la Tanzanie afin de consolider davantage les relations entre les bureaux nationaux de vérification et les comités de surveillance parlementaire.

La pratique avant tout

Afin que ses études au Canada aient un solide aspect pratique, chaque boursier doit élaborer un document stratégique sur un sujet approuvé préalablement par le bureau de son pays d'origine. De retour dans son pays, le boursier doit mettre en œuvre la stratégie établie dans son document.

Les sujets récemment abordés dans ces documents stratégiques concernaient notamment une démarche axée sur le risque pour la sélection de missions potentielles de vérification, la planification stratégique, l'instauration d'un cadre de gestion de la qualité pour les vérifications de la performance, l'intégration et la présentation d'informations liées à des questions environnementales dans les vérifications de la performance, et l'élaboration d'un cadre de gestion des connaissances pour un bureau de vérification.



LES VÉRIFICATEURS GÉNÉRAUX DES PROVINCES SERVENT DE MENTORS À LEURS « JUMEAUX » ÉTRANGERS

L'un des nouveaux volets les plus novateurs et les plus réussis du Programme international d'aide à l'amélioration de la gouvernance et de la reddition de comptes destiné aux vérificateurs législatifs est le jumelage du vérificateur général d'une province canadienne à un homologue dans un bureau de vérification d'un pays participant.

En 2008-2009, la CCAF-FCVI a facilité la création de relations de mentorat entre :

- le Manitoba et le Kenya;
- la Colombie-Britannique et la Barbade;
- le Nouveau-Brunswick et la Tanzanie;
- Terre-Neuve-et-Labrador et le Guyana.



Des ententes ont été conclues l'an dernier entre la Nouvelle-Écosse et Sainte-Lucie et entre l'Alberta et le Vietnam. Deux autres possibilités de mentorat sont en cours de planification.



Les Canadiens servent de mentors et de conseillers techniques à leurs homologues des bureaux de vérification participants et fournissent des avis sur la délimitation et la planification des vérifications de la performance, des conseils étape par étape sur la conduite des vérifications, de l'aide pour la rédaction des constatations et des recommandations préliminaires, et des lignes directrices sur les relations avec les comités des comptes publics.



La visite du vérificateur général de Terre-Neuve-et-Labrador à les honneurs de la presse au Guyana

L'entente de jumelage entre le bureau de vérification du Guyana et le bureau du vérificateur général de Terre-Neuve-et-Labrador a fait l'objet d'un article dans le *Stabroek News*, le journal le plus populaire du Guyana.

Cet article daté du 13 avril 2009 (<http://www.stabroeknews.com/2009/news/local/04/13/newfoundland-team-to-enhance-value-for-money-auditing/>) contenait une description de la future visite de John Noseworthy, vérificateur général de Terre-Neuve-et-Labrador, et de l'un des directeurs de son bureau, David White. Il indiquait que les deux hommes allaient « examiner l'état actuel des vérifications de l'optimisation des ressources en cours et fournir, le cas échéant, une aide pour s'assurer que ces vérifications étaient efficaces et adaptées aux besoins locaux ».

Dans l'article, on précisait que la CCAF-FCVI avait instauré cette entente de jumelage dans le cadre de son Programme international.

De nouveaux participants canadiens se joignent au volet Bourses d'études

Le Bureau du vérificateur général du Canada et le Vérificateur général du Québec accueillent les boursiers depuis de nombreuses années. En 2008-2009, le Bureau du vérificateur général de l'Alberta a accueilli pour la première fois des boursiers et, l'an prochain, le Bureau du vérificateur général de la Colombie Britannique lui emboîtera le pas.

Deux bureaux de vérification municipaux participent également au Programme international. Le vérificateur d'Edmonton, **David Wiun**, a accueilli les deux boursiers vietnamiens pour un stage de trois semaines; le vérificateur général d'Ottawa, **Alain Lalonde**, a organisé un programme de deux semaines pour les boursiers étudiant au Bureau du vérificateur général du Canada. Ces stages comprenaient une présentation du fonctionnement de la ligne directe de fraude et d'abus de la ville d'Ottawa et la visite de lieux comme des usines de traitement des eaux et des déchets, des centres paramédicaux et des services de police et d'incendie.

Grâce à cet éventail de partenaires, le Programme international fournit aux stagiaires une vue d'ensemble complète des questions de vérification abordées aux paliers fédéral, provincial et municipal. Il s'agit d'un avantage important parce que la plupart des bureaux nationaux de vérification des pays en développement sont chargés d'effectuer des vérifications à tous les paliers de gouvernement.



Stages d'études en vérification municipale dans les bureaux des vérificateurs généraux
des villes d'Ottawa et d'Edmonton

COOPÉRATION AVEC NOS PARTENAIRES

La CCAF-FCVI collabore étroitement avec l'ACDI et d'autres donateurs afin de s'assurer que les initiatives menées dans le cadre de son Programme international sont complémentaires de celles des autres organisations soutenant les institutions supérieures de contrôle des pays en développement.

En octobre 2008, **Antonine Campbell**, directrice des Programmes parlementaire et internationaux à la CCAF-FCVI, a participé à une réunion internationale visant à améliorer la coopération entre les donateurs pour financer les activités de renforcement des capacités destinées à la communauté des vérificateurs. Elle a également participé aux réunions techniques et de planification de l'Organisation africaine des institutions supérieures de contrôle des finances publiques de langue anglaise (AFROSAI-A) en novembre 2008. Le directeur général de la CCAF-FCVI, **Michael Eastman**, a participé à la réunion de planification de l'Organisation des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques des Caraïbes en février 2009.



Michael McLaughlin, ancien président du conseil d'administration de la CCAF-FCVI, discutant des succès du Programme avec Ludovick Utoubh, vérificateur général et contrôleur de la Tanzanie

Au cours de l'année, la CCAF-FCVI a également rencontré le Chartered Institute of Public Finance and Accountancy du Royaume-Uni, qui organise des formations pour les vérificateurs et les comptables du secteur public dans les pays en développement.

À la demande de l'ACDI, l'ancien président de la CCAF-FCVI, Michael McLaughlin, mène des recherches sur les bonnes pratiques relatives au partage de l'information et à la fourniture d'une aide en matière de développement des capacités aux institutions supérieures de contrôle des pays en développement. Cette étude mettra en évidence les points de vue des bénéficiaires sur la manière d'améliorer les programmes des donateurs. Elle se terminera au début de l'année 2010.

SUIVI DES PROGRÈS RÉALISÉS

La CCAF-FCVI suivra les progrès qu'elle réalisera en fonction de l'objectif suivant et en fera rapport dans ses futurs rapports annuels

Objectif

Aider à renforcer la capacité des participants au processus de reddition de comptes.

Résultats prévus d'ici 2012-2013

- Les comités canadiens des comptes publics (CCP) font preuve d'une plus grande efficacité et leur travail a une incidence accrue.
- La réussite du Programme international incite l'ACDI à renouveler, en 2012, le financement accordé à la CCAF-FCVI.



La maison de repos The Palms, vérifiée par le BVG du Guyana avec l'aide de John Noseworthy et de David White.



Bureau de vérification du Guyana



Participants à la séance de formation sur l'assurance de la qualité, tenue en septembre 2008



Au Bureau de vérificateur général de l'Alberta



Au Bureau de vérificateur général de la Colombie-Britannique

LE SITE DE LA CCAF-FCVI EST EN COURS DE RÉNOVATION

Dans tous nos domaines de programme, nous utilisons des outils et des techniques de communication visant à améliorer notre dialogue avec nos parties prenantes, faire connaître nos activités et obtenir un soutien pour celles-ci.

Parmi ces outils et techniques figurent un rapport annuel présenté à nos membres; un rapport annuel spécial sur le Programme international destiné à l'ACDI; des rapports écrits réguliers adressés au Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL) et au Conseil canadien des contrôleurs; des articles et des éléments d'information envoyés par courriel à nos membres; des rapports sur les résultats de nos études, de nos forums et de nos symposiums; et ainsi de suite.

Notre site Web est un autre support de communication important. Il présente la CCAF-FCVI aux personnes qui ne la connaissent pas, permet de télécharger ou de commander nos publications, propose des liens vers les sites Web de nos membres et héberge les documents de nos recherches, les éditions récentes de L'informateur et les articles destinés à nos membres ainsi que nos archives. Il propose également un accès contrôlé à certains documents pour nos membres, pour les personnes qui siègent à notre conseil d'administration et pour les membres du Conseil canadien des vérificateurs internes du secteur public.

Le site Web constitue également une importante ressource pour les participants de notre Programme international. Il les relie aux recherches de la CCAF-FCVI, propose la liste des boursiers diplômés, fournit une copie des documents stratégiques récents et sert d'outil de réseautage pour les bureaux de vérification participants.

En 2008, la CCAF-FCVI s'est attelée à une refonte ô combien nécessaire de son site Web. La mise à jour inclura une rénovation de l'aspect et de la convivialité du site, l'utilisation de nouvelles technologies numériques pour améliorer la navigation et l'accessibilité, et l'introduction d'outils visant à faciliter le dialogue et à encourager nos membres et parties prenantes à nous communiquer leurs commentaires.

Nous visons à lancer notre nouveau site Web d'ici la fin de l'année 2009.

SUIVI DES PROGRÈS RÉALISÉS

La CCAF-FCVI suivra les progrès qu'elle réalisera en fonction de l'objectif suivant et en fera rapport dans ses futurs rapports annuels

Objectif

Gérer efficacement le secrétariat de la CCAF-FCVI.

Résultats prévus d'ici 2012-2013

- La CCAF-FCVI dispose de ressources humaines et financières suffisantes pour répondre aux besoins de ses membres.
- Les partenariats établis avec d'autres organisations et le recours efficace aux collaborateurs aident la CCAF-FCVI à remplir sa mission.
- La CCAF-FCVI possède des chefs compétents dans les postes supérieurs.

ORGANISATIONS MEMBRES ET PARTENAIRES FINANCIERS DE LA CCAF-FCVI (LE 1^{ER} AVRIL 2009)

	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		GOUVERNEMENT DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST
	ALBERTA BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL		NOUVEAU-BRUNSWICK BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
	THE ALFRED P. SLOAN FOUNDATION		NOUVELLE-ÉCOSSE BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
	CANADA BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL		GOUVERNEMENT DU NUNAVUT
	COLOMBIE-BRITANNIQUE BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL		ONTARIO BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
	CONSEIL DU TRÉSOR DU CANADA / BUREAU DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL DU CANADA		ONTARIO MINISTÈRE DES FINANCES
	ERNST & YOUNG		PRICEWATERHOUSECOOPERS
	ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL		QUÉBEC BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
	INSTITUT CANADIEN DES COMPTABLES AGRÉÉS		QUÉBEC SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
	KPMG CANADA		SASKATCHEWAN BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL
	LCBO – SERVICES DE VÉRIFICATION INTERNE		TERRE NEUVE BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
	MANITOBA BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL		

SECRETARIAT DE LA CCAF-FCVI

Michael P. Eastman, FCMA

Directeur général

Antonine Campbell, CA

Directrice, Programmes parlementaire et internationaux

Lynne Casiple-Lueck

Informaticienne / Webmestre

Barbara Dumont

Agente de programme, Programmes internationaux

Kimberly Ellis

Directrice adjointe de l'administration

Micheline Gagnon-Vaillancourt

Adjointe administrative, Programmes internationaux

Chris Hyde

Directeur adjoint, Recherche et développement des capacités

Autumn Jonssen

Adjointe à la recherche

Caroline Jorgensen

Directrice adjointe, Programmes internationaux

Lee McCormack

Directeur de la recherche

James Oulton

Adjoint à la recherche, Innovation, risque et contrôle

Carine Turay

Coordonnatrice de la formation et de l'administration

Nicole Wiczorek

Directrice de la formation et chef des services financiers, et secrétaire,
Conseil canadien des vérificateurs internes du secteur public (CCVISP)

ÉTATS FINANCIERS

De

CCAF-FCVI INC.

Pour l'exercice clos

LE 31 MARS 2009

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

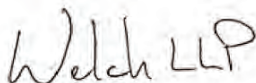
Aux membres de

CCAF-FCVI INC.

Nous avons vérifié l'état de la situation financière de CCAF-FCVI Inc. au 31 mars 2009 ainsi que les états des opérations et du changement dans l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Fondation. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Fondation au 31 mars 2009, ainsi que les résultats de son exploitation et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.




Comptables agréés
Experts-comptables autorisés

Ottawa (Ontario)
le 8 mai 2009.

CCAF-FCVI INC.
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
31 MARS 2009

	<u>2009</u>	<u>2008</u>
<u>ACTIF</u>		
À COURT TERME		
Encaisse	280 217 \$	139 359 \$
Débiteurs	101 149	161 363
Frais payés d'avance	23 049	14 532
Certificats de dépôt garanti - note 4	<u>1 100 000</u>	<u>700 000</u>
	1 504 415	1 015 254
ÉQUIPEMENT ET AMÉLIORATIONS LOCATIVES - note 5	<u>2 485</u>	<u>10 477</u>
	<u>1 506 900 \$</u>	<u>1 025 731 \$</u>
<u>PASSIF ET ACTIF NET</u>		
PASSIF		
Créditeurs et frais courus	387 634 \$	350 633 \$
Revenus reportés - note 6	57 693	46 732
Fonds non-dépensés - Programme international - note 7	442 245	28 058
Fonds non-dépensés - Programme des rapports publics sur la performance - note 8	<u>176 164</u>	<u>195 234</u>
	<u>1 063 736</u>	<u>620 657</u>
ACTIF NET	<u>443 164</u>	<u>405 074</u>
	<u>1 506 900 \$</u>	<u>1 025 731 \$</u>

Signé au nom du Conseil:


Administrateur

Administrateur

(voir notes ci-jointes)

CCAF-FCVI INC.
ÉTAT DES OPÉRATIONS ET DU CHANGEMENT DANS L'ACTIF NET
EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2009

	<u>2009</u>	<u>2008</u>
REVENUS		
Cotisations et contributions des membres	1 049 245 \$	1 048 856 \$
Contributions pour la recherche et autres	218 926	69 612
Revenus nets tirés des publications et des sessions de formation - note 9	41 050	89 728
Intérêts	<u>20 769</u>	<u>43 541</u>
	<u>1 329 990</u>	<u>1 251 737</u>
DÉPENSES POUR PROGRAMMES		
Recherche et développement des capacités	666 825	464 807
Communications et relations avec les parties prenantes	142 599	194 628
Formation	<u>240 536</u>	<u>178 457</u>
	<u>1 049 960</u>	<u>837 892</u>
DÉPENSES GÉNÉRALES		
Services de soutien et corporatifs	150 271	133 082
Frais généraux et d'opérations	181 272	154 819
Amortissement	7 992	9 150
Récupération des frais généraux - note 7	<u>(97 595)</u>	<u>(88 546)</u>
	<u>241 940</u>	<u>208 505</u>
	<u>1 291 900</u>	<u>1 046 397</u>
REVENU NET	38 090	205 340
ACTIF NET AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<u>405 074</u>	<u>199 734</u>
ACTIF NET À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>443 164 \$</u>	<u>405 074 \$</u>

(voir notes ci-jointes)

CCAF-FCVI INC.
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2009

	<u>2009</u>	<u>2008</u>
ENCAISSE FOURNIE (UTILISÉE) PAR		
Les activités d'exploitation		
Revenu net	38 090 \$	205 340 \$
Item ne nécessitant pas une sortie immédiate d'encaisse:		
Amortissement	<u>7 992</u>	<u>9 150</u>
	46 082	214 490
Variations dans les actifs/passifs		
Augmentation (diminution) des débiteurs	60 214	(66 300)
Diminution des frais payés d'avance	(8 517)	(255)
Augmentation des créditeurs et frais courus	37 001	81 407
Augmentation des revenus reportés	<u>10 961</u>	<u>14 219</u>
Encaisse fournie par les activités d'exploitation	<u>145 741</u>	<u>243 561</u>
Les activités d'investissement		
Achat d'équipement	-	(10 924)
Achat d'un certificat de dépôt garanti - net	<u>(400 000)</u>	<u>(100 000)</u>
Encaisse utilisée par les activités d'investissement	<u>(400 000)</u>	<u>(110 924)</u>
Les activités de financement		
Avances du programme international (dépenses) - nettes	414 187	(350 967)
Avances du programme Fondation des rapports publics sur la performance (dépenses) - nettes	<u>(19 070)</u>	<u>39 678</u>
	<u>395 117</u>	<u>(311 289)</u>
FLUX NET DE TRÉSORERIE	140 858	(178 652)
ENCAISSE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<u>139 359</u>	<u>318 011</u>
ENCAISSE À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>280 217 \$</u>	<u>139 359 \$</u>

(voir notes ci-jointes)

CCAF-FCVI INC.
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2009

1. POUVOIR ET OPÉRATIONS

La Fondation a été établie en 1980 par lettres patentes en vertu de la Partie II de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes.

La Fondation contribue le leadership des idées et bâtit les connaissances et la capacité qui permettent une gouvernance effective et augmentent la pertinence de la responsabilisation, la gestion et la vérification. Le point de mire et le bénéficiaire du travail de la Fondation est le secteur public. Les activités principales de la Fondation sont la recherche, l'éducation et autres programmes de support dans les domaines suivants; l'information sur la gouvernance et sur les pratiques liées à la gouvernance et à la responsabilisation; l'information sur les résultats (financière ou non) qui pourrait servir à rendre compte publiquement ou à supporter la planification ou l'évaluation des améliorations dans la planification stratégique et commerciale; les approches et les pratiques de contrôleur et de gestionnaire y compris l'information sur la performance, le risque, le contrôle et l'éthique; la vérification de la performance, y compris mais sans se limiter aux vérifications de l'information sur la performance tel que diffusée aux corps gouvernants et/ou au public; et la vérification d'intendance, de gestion, de contrôle et d'autres pratiques de gestion axées vers les résultats.

La Fondation a été organisée et opère selon le mandat décrit ci-dessus et comme tel est exempté d'impôts d'après les lois fiscales du Canada.

2. CONVENTIONS COMPTABLES IMPORTANTES ET AUTRES QUESTIONS

Conventions comptables importantes

a) *Cotisations, revenus de sessions de formation, de publications et de contributions*

Les cotisations des membres et les revenus tirés des sessions de formation et des publications sont reconnus au revenu de l'exercice au cours duquel ils sont gagnés. Les contributions ont été inscrites selon la méthode comptable du report pour les contributions. Selon cette méthode, les contributions sont reconnues au revenu de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées.

b) *Coûts de développement*

La Fondation a formulé des cours et a préparé des publications afin d'accomplir son mandat tel que décrit à la note 1. Les revenus rattachés à l'utilisation ou à la vente de ces items sont généralement déterminés de telle façon que seuls les coûts directs sont recouvrables. Tous les coûts encourus dans le développement des publications sont inscrits à la dépense dans l'exercice où ils sont encourus. Les coûts de développement des sessions de formation sont passés à la dépense lorsqu'encourus à moins que le recouvrement de ces coûts est certain lorsqu'ils sont encourus.

c) *Publications*

À cause de l'incertitude rattachée au recouvrement des coûts directs encourus lors de l'impression des publications, ces coûts sont inscrits à la dépense de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

CCAF-FCVI INC.
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS - suite
EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2009

2. CONVENTIONS COMPTABLES IMPORTANTES ET AUTRES QUESTIONS - suite

Conventions comptables importantes - suite

d) *Équipement et améliorations locatives*

Les meubles, l'équipement de bureau et les améliorations locatives sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.

L'amortissement des meubles et équipement de bureau est calculé selon l'amortissement linéaire sur une période de trois ans. L'amortissement des améliorations locatives est calculé sur une base linéaire sur la période restante du bail.

e) *Placements*

La Fondation a classifié ses placements en tant que détenus pour fins de transactions et les a inscrits à leur juste valeur marchande. Les dépôts à terme sont inscrits au coût qui, avec les intérêts courus à recevoir, équivaut à leur juste valeur marchande puisqu'ils sont de nature courante. Les achats et les ventes de placements sont inscrits à la date de règlement. Les coûts liés à l'achat de placements, s'il y en a, sont inclus dans le coût des placements. Les frais de gestion de portefeuille sont passés à la dépense lorsqu'ils sont encourus.

f) *Apports en nature*

Certains donateurs fournissent leur temps et absorbent certain coûts relatifs aux activités de la Fondation. Puisqu'il est difficile de déterminer la juste valeur et l'étendue de ces apports en nature, ils ne sont pas comptabilisés.

Autres questions

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la Direction ait recours à des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif, du passif, des revenus et des dépenses comptabilisés. À leur réalisation, les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

3. INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers de la Fondation se composent de l'encaisse, des certificats de placement garanti, des débiteurs, des créditeurs et frais courus et des fonds non-dépensés du Programme international et du Programme des rapports publics sur la performance. Sauf, si autrement mentionné et selon l'avis des administrateurs, la Fondation n'est pas sujette à des risques importants liés aux fluctuations des taux d'intérêts, des taux de change et/ou des marchés découlant de ces instruments financiers. La juste valeur marchande de ces instruments financiers se rapproche de leur valeur aux livres à cause de leurs échéances à court terme.

La Fondation continue d'appliquer la Section 3861 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, et n'a pas adopté les Sections 3862 et 3863.

CCAF-FCVI INC.
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS - suite
EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2009

4. CERTIFICATS DE DÉPÔT GARANTI

Les certificats de dépôt garanti se résument comme suit:

	<u>2009</u>	<u>2008</u>
CDG encaissable - 2,5 %, dû le 16 juillet 2009	100 000 \$	-
CDG encaissable - 2,5 %, dû le 27 juillet 2009	500 000	-
CDG encaissable - 0,25 %, dû le 25 mars 2010	500 000	-
Racheté au cours de l'exercice	<u>-</u>	<u>700 000</u>
	<u>1 100 000 \$</u>	<u>700 000 \$</u>

5. ÉQUIPEMENT ET AMÉLIORATIONS LOCATIVES

Les équipements et améliorations locatives et l'amortissement cumulé se détaillent comme suit:

	<u>2009</u>	<u>2008</u>
Meubles, équipement de bureau et améliorations locatives	114 505 \$	114 506 \$
Amortissement cumulé	<u>112 020</u>	<u>104 029</u>
	<u>2 485 \$</u>	<u>10 477 \$</u>

6. REVENUS REPORTÉS

Les revenus reportés comprennent diverses contributions liées aux opérations de la Fondation et à des projets de recherche concernant les exercices futurs tels que résumés comme suit:

	<u>Opérations</u>	<u>Recherche</u>	<u>Total</u>
Solde au 31 mars 2008	21 675 \$	25 057 \$	46 732 \$
Revenu reconnu au cours de l'exercice	(21 675)	(25 057)	(46 732)
Revenu reçu au cours de l'exercice qui se rapporte aux exercices futurs	<u>27 693</u>	<u>30 000</u>	<u>57 693</u>
Solde au 31 mars 2009	<u>27 693 \$</u>	<u>30 000 \$</u>	<u>57 693 \$</u>

CCAF-FCVI INC.
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS - suite
EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2009

7. FONDS DU PROGRAMME INTERNATIONAL

La Fondation coordonne un programme conçu pour améliorer les processus de performance/valeur ajoutée/vérification compréhensive auprès des Institutions supérieures de vérification de pays en voie de développement participants. Les coûts du Programme international sont financés par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) avec certaines contributions en nature des Bureaux des vérificateurs généraux du Canada, du Québec et de l'Alberta, ainsi que de certaines Institutions supérieures de contrôle des finances publiques/vérification. L'entente courante de contribution de cinq ans avec l'ACDI continue jusqu'au 30 novembre 2012. L'ACDI défraie les dépenses administratives directes associées à ce programme et contribue aussi aux frais d'administration généraux de la Fondation.

Les activités financières du programme international se détaillent comme suit:

	<u>2009</u>		<u>2008</u>
a) Revenus et dépenses			
Revenus du programme	1 145 427	\$	994 532
Dépenses du programme	1 145 427	\$	994 532
b) Flux de trésorerie relatifs au programme			
Montants non-dépensés au début de l'exercice	28 058	\$	379 025
Remboursement à l'ACDI à la fin de l'entente précédente	-		5 182
	28 058		373 843
Avances reçues de l'ACDI	1 573 360		648 747
	1 601 418		1 022 590
Dépenses au cours de l'exercice	1 159 173		994 532
Montants non-dépensés à la fin de l'exercice	442 245	\$	28 058

8. PROGRAMME DES RAPPORTS PUBLICS SUR LA PERFORMANCE

La Fondation coordonne présentement un programme par lequel des projets pilotes sont entrepris qui ont pour but d'atteindre un niveau plus élevé de présentation du rendement public. Les coûts de ce programme sont financés par la Fondation Alfred P. Sloan (FAPS), qui exige des contributions équivalentes, soit en espèce ou en nature, soient reçues d'autres juridictions canadiennes afin d'obtenir les fonds. L'entente de contribution avec la FAPS, pour 150 000 \$ US par année, est dans la dernière année d'une entente de trois ans. Les activités financières du programme se résument comme suit:

	<u>2009</u>		<u>2008</u>
a) Revenus et dépenses			
Revenus du programme	177 606	\$	144 302
Dépenses du programme	177 606	\$	144 302
b) Flux de trésorerie relatifs au programme			
Fonds non-dépensés au début de l'exercice	195 234	\$	155 556
Avances reçues de la FAPS	158 536		158 490
Avances reçues de juridictions canadiennes	-		25 490
	353 770		339 536
Dépenses au cours de l'exercice	177 606		144 302
Fonds non-dépensés à la fin de l'exercice	176 164	\$	195 234

CCAF-FCVI INC.
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS - suite
EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2009

9. REVENUS NETS TIRÉS DES PUBLICATIONS ET DES SESSIONS DE FORMATION

Les revenus nets provenant de ces activités se composent des montants suivants et n'incluent que les coûts directs.

	2009			2008		
	Revenus	Dépenses	Net	Revenus	Dépenses	Net
Publications	2 063 \$	161 \$	1 902 \$	1 687 \$	292 \$	1 395 \$
Sessions de formation	<u>193 067</u>	<u>153 919</u>	<u>39 148</u>	<u>292 900</u>	<u>204 567</u>	<u>88 333</u>
	<u>195 130 \$</u>	<u>154 080 \$</u>	<u>41 050 \$</u>	<u>294 587 \$</u>	<u>204 859 \$</u>	<u>89 728 \$</u>

10. SALAIRES ET CHARGE SOCIALE

Le total de la dépense salariale, incluant la charge sociale, fut de 953 008 \$ (2008 - 714 770 \$). Les salaires sont répartis entre les diverses activités opérationnelles comme suit:

	2009	2008
Recherche et développement des capacités	416 882 \$	245 691 \$
Formation	166 555	138 387
Programme international	195 625	130 598
Liens avec nos parties prenantes et communications	83 117	130 690
Salaires non liés aux programmes	90 829	69 404

11. COTISATIONS DES MEMBRES ET CONTRIBUTIONS

La Fondation tire près d'un tiers de ses revenus de cotisations des membres, d'un seul membre.

12. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

Loyer

La Fondation a signé un bail pour ses locaux qui vient à échéance le 28 février 2013 avec les paiements annuels suivants:

2010	76 573 \$
2011	78 869
2012	81 238
2013	76 505

Aussi, la Fondation a signé un bail pour les résidences du programme international qui vient à échéance le 30 juin 2012 avec les paiements annuels suivants:

2010	14 850 \$
2011	15 540
2012	16 170
2013	4 080

CCAF-FCVI INC.
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS - suite
EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2009

13. **CHIFFRES CORRESPONDANTS**

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin des les rendre conformes à la présentation de l'exercice courant.

14. **INFORMATIONS SUR LE CAPITAL**

La Fondation définit son capital comme étant son actif net. Il n'y a pas de restrictions internes sur le capital. L'objectif de la Fondation en ce qui a trait à son capital, est de maintenir suffisamment d'actif net pour assurer la stabilité de sa structure financière et ainsi pouvoir servir ses membres.

15. **TRANSACTIONS AVEC DES APPARENTÉS**

Au cours de l'exercice, des honoraires d'instructeurs totalisant 45 000 \$ ont été versés à deux membres du Conseil.

La vision de la CCAF-FCVI consiste à favoriser l'excellence en matière de gouverne, de gestion et de reddition de comptes dans le secteur public.



291, rue Olmstead
Secteur Vanier
Ottawa (Ontario)
Canada K1L 7J9
Téléphone : 613-241-6713
Courriel : info@ccaf-fcvi.com
Site Web : www.ccaf-fcvi.com